

LA CONDITION DE L'ENSEIGNANT QUÉBÉCOIS

2.

LA SITUATION AU COLLÉGIAL

table ronde

NDLR. Nous désirons remercier les participants : France Hubert du Collège Maisonneuve, Normand Brisebois du Cégep de Saint-Laurent, Fernand Deschênes et Damien Gagnon du Collège du Vieux-Montréal et Raymonde Savard du Collège Ahuntsic. Jeanne Le Roux animait cette table ronde dont le compte rendu est signé Gabriel Aubin.

La discussion s'est déroulée à partir d'un canevas que chacun avait reçu quelques jours avant la rencontre. Trois thèmes majeurs constituaient la charpente de ce canevas : l'enseignant dans sa classe, dans l'institution, dans la société. Nous conserverons ce plan très simple pour exposer les opinions exprimées par les participants.

L'enseignant dans sa classe

À ce chapitre, une vingtaine de sujets avaient été proposés aux participants qui ont décidé unanimement de ne retenir que les plus pertinents à leur situation.

Les étudiants

On entend chez les enseignants du collégial une doléance générale à propos des étudiants qui arrivent du cours secondaire. On se plaint qu'ils sont mal préparés. Les participants de notre table ronde ont néanmoins tenu à nuancer cette affirmation. Ils admettent qu'elle est assez généralement répandue mais doutent qu'elle soit bien fondée. Selon eux, il faudrait plutôt se demander si les attentes des enseignants du collégial correspondent bien à la réalité psychologique et sociologique des étudiants. Le collège est trop centré sur les exigences de l'université ou du marché du travail. Il manque aux enseignants et à ceux qui élaborent les programmes d'études une connaissance suffisante du développement affectif et cognitif des adolescents québécois. Au cours général, on a même tendance à ignorer la raison d'être du niveau collégial : on se comporte comme des spécialistes universitaires des disciplines enseignées.

Par exemple, plusieurs enseignants se plaignent que leurs étudiants ont de la difficulté à accéder au conceptuel et à l'abstrait. Ils n'ont pas l'esprit de synthèse et sont incapables de faire des liens entre les concepts ou entre les concepts et leur application. Mais n'est-ce pas justement le rôle de l'enseignement collégial de favoriser ce passage du concret à l'abstrait, de l'analyse à la synthèse ? En prenant pour acquis qu'ils doivent posséder ces compétences à leur entrée au collège, on planifie un enseigne-

ment qui ne colle pas au processus de maturation psychologique des étudiants de 17 à 18 ans. On va même dans le sens contraire d'une initiation progressive aux habiletés que l'on souhaiterait leur voir maîtriser. Au lieu d'une pédagogie de la relation et de l'intégration, c'est une pédagogie de la superposition qu'on leur offre. On les bombarde de toutes parts sans leur ménager un lieu de synthèse.

À défaut de pouvoir ou de vouloir les initier à la synthèse, il vaudrait peut-être mieux, au lieu de se plaindre, miser davantage sur leurs capacités d'analyse et souhaiter qu'un jour, peut-être, un certain nombre d'entre eux réussissent à faire les liens à la lumière de leur expérience.

Les contraintes à la pédagogie

Malgré la générosité des discours tenus par les administrateurs et même par les enseignants, il faut reconnaître qu'en pratique les décisions se prennent à partir de critères politiques ou administratifs. On achète la paix sur le dos des étudiants. Les réclamations des enseignants cherchent souvent à protéger des intérêts peu compatibles avec ceux des étudiants. Comme ces derniers constituent une force moins considérable et moins bien organisée que celle des syndicats, il n'est pas étonnant qu'ils fassent souvent les frais de conflits qui opposent enseignants et administrateurs.

D'autre part, il existe une foule de besoins étudiants insatisfaits pour des raisons de simple commodité administrative : « Cela créerait un précédent » ou encore « l'ordinateur ne peut avaler cette contrainte ». Les enseignants qui participaient à la table ronde ont déploré le peu d'imagination déployée à nourrir l'ordinateur et le peu d'efforts consentis pour en exploiter les innombrables possibilités.



JE VAUX PLUS QUE CE QUE L'ON ME FAIT FAIRE

J'ai la nette impression que je *vaut* plus que ce que l'on me fait faire présentement à la polyvalente, et cela, sans prétention ! J'ai déjà enseigné au cours technique, à des garçons de 18-21 ans et maintenant j'enseigne à des gars de 14-16 ans (qui ne savent pas compter, ni écrire). Cela devient une *Job* que d'enseigner !



LE SYSTÈME FAVORISE L'INNOVATION

Être enseignant dans le système scolaire québécois, c'est avoir la chance d'être au coeur du milieu le plus effervescent qui soit, avec la possibilité de prendre une part active à ses moindres transformations. En mettant en pratique chacune de nos réformes dites collectives, certes, mais en travaillant également à partir d'initiatives individuelles qui, si je me reporte à ce qui se passe dans mon entourage, semblent toujours être encouragées. Car notre système scolaire ne fait pas que tolérer l'innovation pédagogique provenant de la base. Bien au contraire. Tout enseignant désireux de mettre en place des mécanismes nouveaux d'apprentissage a la possibilité de le faire, contrairement à ce qui se passait auparavant, de même que les ressources et les moyens pour y parvenir.

Parmi les principales contraintes à la pédagogie, les participants ont aussi mentionné la structure départementale qui rend difficiles les échanges entre enseignants d'un même programme et qui contribue au cloisonnement du savoir. Sur une base collective, les intérêts corporatistes assurent le maintien de ces « chapelles » ; sur une base individuelle, la peur de perdre les privilèges reliés à l'ancienneté départementale durcit les positions en faveur du « statu quo ». Mais là encore, c'est l'étudiant qui paie la note ! Pour se donner bonne conscience, on s'ingénie à citer des expériences individuelles de collaboration inter-départementale, on encourage les « multi » de toutes sortes, tout en sachant que ces initiatives, si louables soient-elles, sont condamnées à l'éphémère parce qu'elles reposent justement sur la seule bonne volonté de quelques individus.

L'innovation et la remise en question

L'innovation et la remise en question ne sont pas monnaie courante dans les collèges. De façon générale, il faudrait plutôt parler d'insécurité et de résistance au changement. Bien sûr, au plan individuel, il y a des enseignants qui remettent leur enseignement en question et qui ne craignent pas d'innover.

La remise en question doit provenir d'une prise de conscience nette qu'un changement est devenu nécessaire. La motivation doit être suffisamment grande pour que l'insécurité disparaisse. L'insécurité dont il est ici question n'est pas celle qui est reliée à la perte ou à la conservation de l'emploi, mais celle qui est causée par l'imprécision du rôle ou de la fonction. Le professeur de collège ne sait pas ce que l'on attend de lui et il n'éprouve pas le besoin de se remettre en question. Sauf peut-être au

secteur professionnel où le cadre de référence est plus précis, personne n'exige quoi que ce soit de l'enseignant du collégial. C'est probablement l'être le plus libre du système scolaire québécois. Mais toutes les médailles ont un revers et s'il est grisant pour certains d'avoir carte blanche, pour d'autres, la griserie fait rapidement place au vertige et à l'insécurité.

L'enseignant dans le collège

Parmi les thèmes proposés à ce titre, les participants ont jugé pertinent de retenir les trois suivants : identification à l'institution, recours aux services institutionnels, sentiment de pouvoir.

Identification à l'institution

Selon l'estimation approximative des participants, plus de 80% des enseignants évoluent en marge de la vie institutionnelle. Celle-ci est d'ailleurs réduite à sa plus simple expression avec la création de certains établissements-mégapoles, avec la formalisation et la codification des relations entre les groupes et les personnes, avec l'intensification des luttes manichéistes entre les « bons travailleurs » et les « méchants patrons », avec aussi l'absence de lieu physique où il pourrait être agréable de se retrouver. Dans ce contexte général de démobilitation, les enseignants qui n'ont pas tout misé sur des centres d'intérêt complètement externes à leur milieu de travail, trouvent au mieux dans leur département et dans la discipline qu'ils enseignent des objets d'identification.

On cherche toutefois par certaines démarches à fabriquer un tissu social, à insuffler une âme à l'organisme. L'administration organise des cocktails, le syndicat, des activités communautaires.



UNE ÉCOLE SANS ÂME

Les plus grands malaises chez les jeunes : le manque d'effort... le manque d'effort... le manque de discipline... On forme, depuis quelques années de parfaits égoïstes : « faire quelque chose si cela me plaît. » Le plus grand malaise des polyvalentes : les étudiants ne se connaissent pas parce que l'on se casse la tête pour que les étudiants ne soient pas avec les mêmes étudiants dans chacune des matières. On fait cela « au nom de la polyvalence ». Erreur !! Les étudiants ne se connaissent pas. Combien de fois j'ai essayé de faire distribuer les feuilles d'examens par des étudiants et chaque fois ils devaient crier les noms. C'est ce que l'on appelle une école sans âme parce que le cœur n'y est pas.

les étudiants, des carnivals. Mais ce sont là des greffes temporaires, des exercices de respiration artificielle qui ne parviennent pas à créer au-delà des mondanités et des carabinades un sentiment profond et continu d'appartenance. On rêve encore d'un lieu (au sens figuré) de rencontre sans la barrière des titres, des postes, des affectations, etc., un lieu qui pourrait rassembler tous les membres de la même communauté !

L'aide pédagogique

Si l'unanimité s'est rapidement faite au sein du groupe sur l'inefficacité (certains ont même parlé d'inutilité !), de l'aide pédagogique aux professeurs, les hypothèses ont été nombreuses et diversifiées quant aux causes probables de la désaffection des utilisateurs virtuels à l'endroit du service offert par l'institution.

Je laisse la parole aux participants eux-mêmes :

- Ils veulent trop nous aider !
- Il y a trop de gadgets, de techniques sophistiquées. Si tu demandes quelque chose de modeste et de précis, tu ne l'obtiens pas !
- Il est difficile de percevoir ces « émissaires de l'administration » comme des conseillers. On les associe à l'autorité et on a peur d'être contrôlé à travers nos demandes d'aide.
- On est trop « achalé » par PERFORMA !
- De toutes manières, les enseignants sont les meilleures ressources les uns pour les autres.
- Nous ne savons pas sur quoi il vaudrait la peine de nous faire aider et, d'autre part, on ne cherche pas à identifier et à analyser nos besoins d'aide.

- En fait, notre principal besoin d'aide réside dans le dépistage des étudiants qui ont des problèmes d'apprentissage ou de personnalité.

Les conditions de travail et la formation de l'enseignant ne permettent pas d'avoir cette préoccupation constante. À l'heure actuelle, il faut que cela saute aux yeux pour que nous prenions conscience d'un problème.

Le pouvoir dans l'institution

Les enseignants ont un pouvoir presque absolu sur l'exercice de leur métier. Peu de travailleurs au Québec ont une aussi grande autonomie professionnelle. Au plan collectif, ils ont acquis également une capacité considérable de résister aux « grignotements » de l'État ou des administrateurs locaux.

Mais l'autorité de compétence et le pouvoir moral ne constituent pas le pouvoir institutionnel. Les enseignants qui participaient à la table ronde ont la perception d'avoir très peu de pouvoir sur le fonctionnement du collège. Dans cette structure pyramidale, ils ont le sentiment d'avoir peu de prise sur le processus décisionnel d'allocation des ressources. Comme l'affirme un participant : « En principe, la pédagogie devrait présenter ses besoins et l'administration devrait se débrouiller pour fournir les ressources ; en pratique, l'administration reçoit un gâteau qu'elle partage plus ou moins arbitrairement, et les unités pédagogiques doivent se débrouiller pour fournir les services à la clientèle. »

L'enseignant dans la société

L'image sociale de l'enseignant du niveau cégep est peu enviable dans l'ensemble. On accuse

les enseignants de pousser les jeunes à la contestation, à la fainéantise. On envie ces privilégiés qui gagnent beaucoup et qui travaillent peu. Les participants ont reconnu que ces préjugés globalistes correspondaient à une partie de la réalité : il y a des parasites dans tous les systèmes permissifs. Mais de façon générale, les enseignants du niveau collégial investissent beaucoup car le système le permet aussi. C'est toutefois au plan professionnel et non au plan social qu'ils trouvent des gratifications.

Plusieurs enseignants sont affectés par l'image déformée qu'ils projettent dans la société. Ils sont aussi ennuyés par cette absence de statut social clair et d'attentes clairement formulées. D'autres éprouvent la coquetterie du marginal. La majorité se comporte comme si le problème n'existait pas.

En guise de conclusion...

La rencontre s'est achevée sur trois séries d'échanges où les participants ont exprimé leurs sentiments de malaise, de satisfaction et d'inquiétude par rapport à des aspects de leur condition qu'ils jugent prioritaires.

Malaise d'abord de vivre dans un contexte où les leaders de la profession tiennent invariablement le même discours cousu de fil blanc et truffé d'arguments gros comme des locomotives. Il est déprimant d'évoluer quotidiennement dans un univers où « ça va bien quand ça va mal », où les messages doivent être sans cesse décodés avant de retrouver leur juste proportion, où la distorsion est souvent évidente entre le discours et le vécu. Tout

cela entache la crédibilité du syndicat, contamine les relations humaines au collège, ternit l'image de l'enseignant dans la société et porte atteinte au renom de certains établissements.

Il y a cependant d'innombrables motifs de satisfaction pour celui qui aime les jeunes, qui se passionne pour une matière et qui cherche à la communiquer. C'est un niveau d'enseignement où les possibilités d'innovation sont presque sans limites. Il y a des difficultés certes, mais elles constituent des défis qu'il est possible de relever. Ajoutons que sur le plan institutionnel, il y a place pour la participation. Les administrations sont dégagées du « politique » et il y a un certain équilibre du pouvoir.

Enfin, il y a des raisons d'espérer mais il y en a aussi de se méfier. Nous assistons présentement au déclin de l'approche empirique (essais et erreurs) au profit d'une volonté non équivoque de structurer et de contrôler. Les insécures y trouveront leur compte, mais les inventifs (qui sont les plus nombreux) n'accepteront pas facilement de voir aliéner leur liberté d'action. Les enseignants reconnaissent à l'État le droit et le devoir d'évaluer les résultats des efforts consentis en éducation. Ils ne voudraient pas cependant que les mesures évaluatives ne cherchent qu'à coïncider le 5% de ceux qui devraient être rejetés par la profession. L'attitude des enseignants sur cette épineuse question dépendra beaucoup du style d'intervention et du rythme avec lequel on voudra instaurer les mécanismes régulateurs.

**samson.
BELAIR
& ASSOCIÉS**

Comptables agréés

QUÉBEC · MONTRÉAL · OTTAWA · TORONTO · CALGARY · VANCOUVER
RIMOUSKI · TROIS-RIVIÈRES · SHERBROOKE · SAINT-HYACINTHE · KITCHENER
SEPT-ÎLES · MATANE · COATICOOK · FORT LAUDERDALE (U.S.A.)